



Une Suisse stable dans un monde en mutation

Durant des décennies, la Suisse a été perçue à l'étranger comme un pays où tout était écrit dans le marbre. Dix ans après la crise financière de 2008 et l'effondrement de cette image d'Épinal, il est intéressant de se demander si le bateau « La Suisse » a retrouvé une certaine stabilité.

Sans être allée jusqu'à devenir un bateau ivre, la Suisse a été malmenée ces dernières années à deux niveaux. Tout d'abord, nous avons navigué sur une mer agitée, voir même parfois, démontée. En effet, un grand nombre de conditions-cadres internationales ont volé en éclat. Le plus bel exemple est l'introduction de l'échange automatique d'informations. Actuellement, nous sommes dans la situation où les règles aussi bien à l'échelon mondial qu'europpéen sont connues et que la Suisse est en train d'achever son processus d'adaptation. En d'autres termes, la Suisse aujourd'hui est plus déstabilisée par le fait qu'elle ne s'est pas encore tout à fait adaptée aux eaux sur lesquelles elle navigue qu'en raison du mauvais temps. En effet, notre pays n'offre pas les garanties de sécurité nécessaires en raison du flou existant dans ses relations avec l'Union européenne et de la non-entrée en vigueur des règles fiscales destinées à remplacer celles régissant les statuts spéciaux des sociétés. Par conséquent, il est important qu'un accord soit rapidement trouvé avec nos voisins européens, si possible que nous puissions enfin bénéficier de la libre circulation des services financiers, et que le P17 soit accepté par le peuple s'il devait y avoir un référendum.

Le second facteur d'instabilité qu'un certain nombre de clients étrangers ont découvert avec stupeur est non pas lié au contexte international, mais résulte des institutions helvétiques. Il s'agit de l'initiative populaire. En effet, grâce à cet outil dont je suis néanmoins un très chaud partisan 100'000 personnes peuvent décider de soumettre quasiment n'importe quelle question à leurs concitoyens. Cependant, je dirais que s'il est vrai qu'en théorie cet instrument démocratique pourrait battre en brèche certains principes fondamentaux de notre Etat, il résulte le plus souvent des résultats enregistrés que le peuple suisse est raisonnable. Typiquement, autant l'initiative « Halte aux privilèges fiscaux des millionnaires (abolition des forfaits fiscaux) » a perturbé durant de nombreuses années les contribuables bénéficiant de l'imposition d'après la dépense, autant le fait que le peuple suisse l'ait rejetée à une majorité d'environ 60% a solidifié et pérennisé ce système d'imposition.

Il est vrai que la Suisse n'est plus le pays tel que certains l'imaginaient où certaines règles étaient écrites dans le marbre. Cependant, une fois que les questions mentionnées ci-dessus auront été, en tout cas dans une certaine mesure, réglées, il sera possible d'affirmer qu'en Suisse le marbre n'existe plus, mais qu'un certain nombre de règles sont écrites dans la pierre dure.

A Stable Switzerland in a Changing World

For decades, Switzerland has been seen abroad as a country where everything was written in stone. Ten years on from the 2008 financial crisis and the shattering of this idealised image, it is interesting to consider whether Switzerland is back on an even keel.

While it has avoided becoming a sinking ship, Switzerland has nevertheless had to batten down the hatches in two respects over recent years. Firstly, we have navigated choppy and sometimes tempestuous waters. Various sets of international framework conditions have been obliterated. The prime example is the introduction of the automatic exchange of information. We currently find ourselves in a situation where the regulations globally and at the European level have been established and Switzerland is completing its adaptation process. In other words, Switzerland is more destabilised today by the fact that it has still not completely adapted to the waters it is navigating than due to adverse weather conditions. Our country does not offer the security guarantees required owing to the ambiguity hanging over its relations with the European Union and in view of the fact that the tax regulations intended to replace those governing the special status of companies have not entered into force. Therefore, it is vital that an agreement is quickly reached with our European neighbours so that we can finally benefit from the free movement of financial services and that the P17 is accepted by the Swiss people if a referendum is held.

The second instability factor that some foreign clients have been astonished to discover is not related to the international situation but instead to Swiss institutions. It concerns the popular initiative. Thanks to this tool - of which I am nonetheless a very strong supporter - 100,000 people can decide to submit a proposal on almost any issue to their fellow citizens. However, I would say that while it is true that this democratic instrument could theoretically undermine certain fundamental principles of our state, past results show that the Swiss people are usually reasonable. For instance, while the "End tax breaks for millionaires (Abolition of lump-sum taxation)" was a cause of concern for flat-rate taxpayers for a number of years, the fact that the Swiss people rejected it by a majority of around 60% stabilised this tax system and established it on a permanent basis.

Switzerland is no longer the nation some people believed it to be where certain rules were written in stone. However, once the aforementioned issues have been resolved to some degree, it will be possible to declare that various rules are written in a very strong substance in Switzerland, if not stone.